



Québec, le 8 octobre 2002

Monsieur Marcel Blanchét
Directeur général des Élections



SUIVI DU COURRIER	
Reçu le:	10.10.02
Reçu par:	R. L.
Doit répondre:	R. C.
Doit signer:	H. B.
Copies à: (pour information)	Comité de direction
Original	<input type="checkbox"/> Remis à: <input checked="" type="checkbox"/> Classer dans: Sq.

Monsieur le Directeur général,

Depuis un bon moment déjà, plusieurs personnes s'interrogent sur le fait que le financement des partis politiques au Québec est devenu de moins en moins populaire car beaucoup d'entreprises contribueraient aux caisses électorales par personnes interposées, cadres ou employés, qui se voient octroyer les sommes nécessaires pour financer à titre personnel.

Si l'on peut convenir qu'il est difficile de mesurer l'ampleur de ces pratiques de contournement, il n'en demeure pas moins que cette réalité est fort préoccupante étant donné que la caractéristique principale de la loi de 1977 est l'interdiction faite aux personnes morales de contribuer aux caisses électorales.

Devant le fait que cette interdiction serait peut-être devenue une fiction, certains pensent qu'il serait peut-être mieux de permettre à nouveau aux entreprises de souscrire mais à visage découvert. D'autres pensent plutôt qu'il faudrait rendre la loi plus étanche, sans toutefois dire comment le faire.

Quoiqu'il en soit, je veux savoir ce que vous pensez de cette problématique à titre de premier responsable de l'application de la loi sur le financement des partis politiques. Je veux également savoir si des réflexions ou des travaux d'analyse ont été faits ou pourraient être faits rapidement afin que le gouvernement puisse évaluer adéquatement la situation et entreprendre le cas échéant, l'action législative qui s'imposerait.

.../2

Monsieur Marcel Blanchet

- 2 -


8 octobre 2002

Convaincu que vous serez très sensible à la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments distingués.



Jean-Pierre Charbonneau

Québec, le 31 octobre 2002


Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Ministre responsable de la Réforme des
institutions démocratiques


Monsieur le Ministre,

J'ai bien reçu la lettre que vous m'avez récemment adressée, dans laquelle vous soulevez un certain nombre d'interrogations concernant le respect des dispositions législatives en matière de financement des partis politiques. C'est avec beaucoup d'intérêt que j'en ai pris connaissance. Je vous ferai donc part ici de mes propres préoccupations au sujet de cet important enjeu pour la démocratie québécoise et de la ligne d'action que j'ai choisi d'adopter dans ce dossier.

Les cas qui ont fait la manchette dans la presse écrite et électronique ces dernières années et ces derniers mois, qu'il s'agisse des allégations d'élections «clés en main» dans le domaine municipal, de la question du lobbyisme ou encore des présumés écarts face au respect des dispositions législatives touchant le financement des partis politiques, n'ont pas manqué d'alerter l'Institution et d'interpeller ses dirigeants.

En tant qu'administrateur de la Loi, le Directeur général des élections est conscient des difficultés que pose son application notamment au regard de l'interdiction qui est faite aux personnes morales de contribuer au financement politique. Les enquêteurs et les services juridiques de l'Institution se sont, dans le passé, heurtés plus d'une fois à des obstacles considérables lorsqu'ils durent réunir la preuve nécessaire à la poursuite et à la condamnation de présumés contrevenants. La Charte canadienne des droits et libertés impose en outre des limites à la possibilité de contraindre des personnes physiques ou morales à témoigner ou à produire des documents.



Compte tenu des difficultés rencontrées et soucieux des responsabilités qui incombent au Directeur général des élections en ce qui a trait à l'application de la loi, j'ai demandé, dès mon arrivée en fonctions, à ce qu'une réflexion de fond soit effectuée au sein de l'Institution sur l'ensemble de la problématique.

Nos procureurs ont, dans un premier temps, procédé à une analyse complète de la situation. Ils ont comparé les pouvoirs et les méthodes d'enquête de notre Institution à ceux d'autres organismes gouvernementaux. Ils ont revu la stratégie utilisée jusqu'à maintenant dans les dossiers d'enquête et effectué une analyse critique, avant de proposer certains ajustements. Ils ont dégagé des pistes de solution possibles et de potentielles recommandations de modifications législatives.

D'autre part, dans le souci de rester fidèle à l'esprit de la loi et aux objectifs visés par le législateur en 1977 lors de son adoption, j'ai demandé à un comité interne composé de représentants des directions concernées de revoir l'ensemble de l'intervention du Directeur général des élections depuis 25 ans dans le domaine du financement des partis politiques et du contrôle des dépenses électorales.

À l'origine, la Loi régissant le financement des partis politiques avait, en effet, un caractère pédagogique indéniable. Bien davantage que de contraindre et de punir, l'esprit de la loi visait avant tout la sensibilisation du public et l'information de masse. Transformer les mentalités, éduquer les jeunes, sensibiliser la population à l'importance et aux avantages de mœurs électorales saines et d'un pouvoir politique libre de toute dépendance envers la classe économique furent donc les objectifs premiers de la loi. Les activités de vérification effectuées devaient en outre contribuer à l'éducation et à la sensibilisation des instances politiques et du public.

Le Directeur général du financement des partis politiques, de 1977 à 1983, puis le Directeur général des élections, à qui a ensuite été confiée l'application de la loi, ont donc assumé leur responsabilité à travers une intervention en trois volets : un volet information et communication, un volet vérification et un volet davantage coercitif, axé sur les enquêtes et les poursuites. L'application efficace de la loi repose, à mon sens, sur un juste équilibre entre ces différentes stratégies d'intervention.

À partir du bilan qui a été dressé de 25 années d'application de la loi, le comité a établi un diagnostic, toujours en trois volets. Il a aussi élaboré une stratégie d'intervention publique. Il met actuellement la dernière main à la préparation d'un plan d'action portant sur les trois champs de son intervention, en lien direct

avec le diagnostic. Le plan d'action contiendra notamment des recommandations de modifications législatives qui devraient, j'en suis convaincu, contribuer à mieux outiller l'Institution au regard de l'application de la loi. Nous comptons, le moment venu, soumettre un certain nombre de recommandations au législateur dans le cadre du Comité consultatif.

En vertu d'une démarche que nous voulons cohérente, englobant tous les aspects de notre intervention, nous avons établi un calendrier qui prévoit le déploiement de la stratégie d'intervention publique à l'hiver 2003. Utilisant différentes tribunes, je livrerai alors le fruit de la réflexion effectuée et ferai part du plan d'action que nous nous sommes donné.

Comme il fut convenu lors de la dernière séance du Comité consultatif, je transmets copie de cette réponse aux membres du Comité. Je vous prie d'accepter, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur général des élections du Québec et
président de la Commission de la représentation électorale,



Marcel Blanchet